Donald : et maintenant, que vas-tu faire... ?

Donald Trump est le 45^e Président des Etats-Unis. Que dit son programme économique ? 7 points clés :

1/ Moins d'impôts

Réduction de 6 %/an, soit 4400 milliards \$. Réductions d'impôts offertes pour l'éducation des enfants. Privilège des fortunés : diminution du taux d'imposition marginal pour la tranche la plus haute (de 39,6 % à 33 %), suppression de l'impôt sur les successions. L'Amérique de Trump va devenir plus inégalitaire. Le taux d'imposition des entreprises sur leurs bénéfices non réinvestis passera de 35 % à 15 %. Promesse aux entreprises qui conservent une partie de leurs bénéfices à l'étranger, dans les paradis fiscaux, de les rapatrier au taux d'imposition réduit de 10 %. Le coût fiscal serait de l'ordre de 1 500 milliards \$.

2/ Plus d'infrastructures

Plan de développement des infrastructures de 1 000 milliards \$ sur dix ans, avec crédit d'impôt offert aux entreprises privées qui lanceront des projets. Celles-ci seraient financées à 85 % par de la dette. Il est certain que les Etats-Unis ont aujourd'hui besoin d'un effort en la matière.

Le financement sera neutre avec 1 800 milliards de recettes supplémentaires espérées, issues du surcroît de croissance, 1 800 milliards de plus grâce aux autres mesures de relance de l'économie. Le tout accompagné d'une baisse de 800 milliards des dépenses publiques, notamment par une diminution du nombre de fonctionnaires (mais incluant une hausse des dépenses militaires qui passeraient de 3 % à 6,5 % du PIB).

Pour cela, il faudra que l'économie américaine connaisse une croissance de 3,5 % sur les 10 prochaines années. Les plans budgétaires de Trump conduisent plutôt à un accroissement du déficit budgétaire et de la dette. Une situation supportable si la croissance est au rendez-vous, un dérapage sinon.

3/ Arrêt de la lutte contre le changement climatique

Arrêt du plan climat ; relance de l'investissement dans l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz offshore. Les réglementations environnementales seront remises en cause, dont la participation à la COP 21.

4/ Moins de commerce international

Condamnation de la Chine pour manipulation de son taux de change et vol de propriété intellectuelle, droits de douanes sur les produits chinois (jusqu'à 45 %) et mexicains (jusqu'à 35 %) afin de favoriser l'achat de produits locaux. Or les USA consomment 9% de leur production...

Fin des grands accords commerciaux : renégocier l'Aléna avec le Canada et le Mexique, sortir du Partenariat trans-pacifique avec les pays d'Asie. TAFTA est mort dans ce contexte. Les Etats-Unis pourraient contribuer à la démondialisation. Les multinationales américaines ne seront pas d'accord.

5/ Moins d'immigrés

Les propositions du candidat n'ont pas mobilisé l'électorat issu de l'immigration : expulsion des immigrés illégaux, mur à la frontière mexicaine, renforcement des contraintes de l'accueil de migrants légaux. Les entrepreneurs américains diront de ne pas y aller trop fort : c'est de leur main-d'œuvre dont il s'agit !

6/ Une couverture santé privatisée

Le nouveau Président a annoncé vouloir supprimer l'Obama Care. Il souhaite le remplacer par des assurances privées subventionnées par l'Etat et promouvoir des comptes d'épargne santé individuels.

7/ Remise en cause de la régulation financière

Remise en cause de la nouvelle régulation financière. Les institutions financières qui ont dépensé des centaines de millions de dollars pour obéir aux nouvelles normes et accru de dizaines de milliards de dollars leurs fonds propres sont plus en quête d'aménagements que d'une nouvelle révolution. Trump reprendra le combat des élus républicains qui bloquent les pouvoirs du Bureau de protection financière des consommateurs, lequel limite le pouvoir des banques envers leurs clients en difficulté.

L'autre piste consiste à établir un contrôle plus serré de la banque centrale. Deux postes de gouverneurs sont à pourvoir : nul doute que le nouveau Président y pourvoira.

Le Président Donald Trump dispose d'une majorité totale aux deux Chambres, donc de toute la latitude politique nécessaire. Il y a de fortes chances pour que les républicains modérés fassent profil bas. La majorité sénatoriale va permettre à Trump de nommer le membre manquant de la Cour suprême qui sera donc conservatrice, permettant tous les changements possibles.

Les premières nominations aux postes clés du gouvernement et les premiers mois diront jusqu'où le Président souhaite être fidèle au candidat : America first !

(D'après Alternatives Economiques : <http://www.alterecoplus.fr/programme-economique-de-donald-trump-sept-themes-cles/00012567>)

Bruno Bourgeon, président d'AID, #NuitDebout